



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

ALT économie

Le premier journal économique francophone de Turquie

Supplément gratuit au numéro 47 Mars 2009 d'Aujourd'hui la Turquie - N° ISSN : 1305-6476 - N° 10 Mars 2009



La place de la femme dans l'économie turque

En Turquie, deux femmes sur trois ne travaillent pas. Alors que le taux d'emploi des femmes est de 56 % en UE, il est seulement de 26 % en Turquie. Et les secteurs où les femmes sont surreprésentées, ou bien quasiment à égalité avec les hommes, sont le textile, l'enseignement et la médecine.

Dans les économies de l'Asie occidentale qui se développent, l'emploi des femmes approche celui des hommes alors qu'en Turquie, seule une femme sur trois trouve une place dans le monde du travail. Toutefois, en plus des secteurs du textile, de l'enseignement et de la médecine, il est désormais possible de voir des femmes dans de nombreux secteurs comme la banque, la bourse, l'agroalimentaire, la métallurgie, les médias, le tourisme, les assurances, la publicité ou le droit.

Travailleuse familiale bon marché

Dans de nombreuses provinces turques, les femmes travaillent dans les champs pendant que les hommes restent au café sans travailler. Les femmes qui travaillent dans l'agriculture en Anatolie sont à 97 % des travailleuses familiales bon marché. Dans le textile, 18 % sont des travailleuses familiales, 50 % travaillent à leur compte et 31 % sont salariées. Mais l'argent gagné arrive toujours dans les mains du chef de famille. Lorsque l'on regarde le taux de scolarisation des femmes de plus de 16 ans dans les villages, 402 femmes sur 1000 terminent le primaire, 5 sur 1000 le collège et 4 sur 1000 le lycée ou équivalent. D'où leur difficulté à trouver une place dans l'économie.

Une femme sur trois dans le monde du travail Selon l'étude « La place de la femme turque dans le monde du travail » de Şule Özkuzukıran, une femme sur trois travaille en Turquie. Les femmes se concentrant davantage sur les métiers où l'on ne demande pas de spécialité, elles prennent place davantage dans des emplois atypiques et non officiels comme le travail à la maison, le travail temporaire ou à mi-temps, notamment dans le tissage, la confection et le travail à domicile. Le taux de travail des femmes est faible en ville et très fort en campagne, où 62,6 % des femmes et jeunes filles sont des « travailleuses familiales bon marché ». Les femmes sont présentes à 57,5 % dans le secteur des services.

1 % de cadres supérieurs

Les femmes représentent 24 % des travailleurs scientifiques et techniques, 23 % du personnel administratif, 13 % des travailleurs des services, 9 % des travailleurs dans le secteur agricole et 4 % du personnel commercial et de vente alors qu'elles ne constituent que 1 % des cadres supérieurs. Le taux des femmes parmi les ouvriers hors agriculture est de 25 %.



Malgré l'élévation des études, un taux de fécondité en baisse et un changement des valeurs sociales qui ont augmenté l'emploi salarié des femmes, seules 18 % des femmes qui travaillent sont salariées. Le nombre de femmes entrepreneurs est aussi très faible et l'on attend du gouvernement la préparation d'un programme particulier de mesures pour l'emploi, la mise en place d'objectifs et la mise en pratique d'une politique conforme à ces objectifs.

La répartition des femmes dans les ministères

Lorsque l'on observe la répartition du personnel féminin dans les ministères, on remarque que le plus fort taux est celui de l'Éducation nationale, avec 31,6 % d'emplois féminins. Le taux de personnel féminin au ministère du Tourisme est de 26,3 % et il est de 22 % dans celui de la Santé et de l'Aide sociale. On peut en conclure que « les femmes ont tendance à s'orienter vers les secteurs sociaux, désertés petit à petit par les hommes ». Les femmes qui se voient comme épouse et mère n'ont quasiment aucune ambition de carrière dans le

monde du travail. Dans le secteur public, le peu de femmes dans les instances supérieures est lié au fait que les femmes arrêtent de travailler après s'être mariées ou avoir eu des enfants. Lorsque l'éducation est plus élevée, le regard des femmes sur elles-mêmes change : par exemple, 83,33 % des femmes qui souhaitent continuer à travailler ont fait des études supérieures.

Avoir des enfants ou non

Les lois sociales pour les femmes actives en Turquie se limitent au congé maternité et au droit à la crèche, le mariage et la maternité jouant un rôle déterminant dans la vie active des femmes. Malgré l'augmentation du nombre d'enfants, l'obligation de travailler entraîne une dégradation physique et mentale, une baisse de la productivité et des accidents de travail chez les femmes. Les femmes arrêtent de travailler à 70 % suite à leur mariage ou une naissance et 20 % suite à un licenciement.

Les obstacles face aux femmes dans l'économie

Le rôle traditionnel des femmes et l'incompatibilité de la vie de travail avec les attentes sociales envers ces rôles, l'absence d'organisation sociale pour garder les enfants et réaliser les travaux domestiques ou leur cherté, le faible niveau de formation qui empêche d'atteindre certains emplois, la fermeture de certains métiers aux femmes, la difficulté de faire carrière après un certain niveau, les abus sexuels... tous ces éléments traduisent bien la primauté que les hommes s'attribuent dans le monde du travail. Les réformes de fond entreprises par l'État dans le cadre de l'entrée de la Turquie dans l'UE seront peut-être l'instrument d'une reconnaissance – tardive mais bien légitime – des capacités des femmes à occuper, dans l'économie d'un pays en devenir comme la Turquie, la place qui leur revient.

* Fahri Sarrafoğlu
Photos : Thérèse et Gérard Valck

Istanbul : le paradis du shopping pour les touristes

Le festival « Shopping Paradise Istanbul », qui attirera les touristes des pays voisins de la Turquie et de l'UE dans la ville sabbatique, se déroulera du 1er mars au 15 avril. Avec cet événement d'un coût de 385 000 dollars, le shopping touristique, qui s'appuie sur l'art et la culture ainsi que sur le divertissement et la restauration, cherche à devenir permanent à Istanbul.

(lire la suite page IV)

Le Proche-Orient s'appauvrit

Un sujet est très débattu dans la presse écrite ces derniers jours : il s'agit d'une étude du Groupe de prévision stratégique d'Inde qui montre le parcours de l'économie du Proche-Orient. Les résultats de l'étude, qui a bénéficié d'aides provenant des gouvernements et de différentes institutions de Norvège, du Qatar, de Suisse et de Turquie, ne sont pas surprenants.

(lire la suite page III)



* Selda Atik

Après la crise, retour à une économie keynésienne mondialisée ?

John Maynard Keynes, économiste britannique (1883-1946) écrivait un jour, « L'économie est morte, vive la Cité ! » Au regard de ce qui se passe avec la crise financière majeure que traverse le monde depuis octobre 2008, on est en effet en droit de vouloir, pour comprendre, se replonger dans les théories de cet économiste dont les écrits devaient inspirer les plans de relance de la plupart de pays victimes de la crise de 1929.

(lire la suite page III)



* Olivier Buirette

L'hôtel Mövenpick, des services de qualité rares à Istanbul



(lire la suite page IV)

La presqu'île historique pourrait devenir un centre de congrès et d'expositions

La proposition de l'ITO pour le tourisme d'affaires est la suivante : en utilisant les édifices historiques, les fondations publiques, les bâtiments et les écoles qui se trouvent dans le rectangle Sultanahmet, Kumkapı, Sirkeci, Aksaray, un centre de congrès et d'exposition d'une capacité d'au moins 50 000 hébergements pourrait voir le jour. Le président de l'Assemblée de l'ITO, Muharrem Keçeli, a annoncé que l'objectif était de faire entrer Istanbul dans les dix



premières villes mondiales qui organisent des congrès, et, au bout de dix ans, dans les cinq premières villes. Il a poursuivi en disant qu'Istanbul était une étoile qui montait dans ce domaine, mais qu'elle n'avait pas encore atteint la part du marché qu'elle méritait. 100 millions de personnes dans le monde sont concernées par le tourisme d'affaires, celui-ci représentant un chiffre d'affaires de 200 milliards de dollars.

(lire la suite page III)

Les conséquences de la crise économique en Turquie

Seyfettin Gürsel est professeur d'économie à l'université de Bahçeşehir et est également francophone. Nous l'avons rencontré pour parler de la crise mais également de ce qu'il considère comme « non raisonnable » dans les relations entre la Turquie et l'UE.



Seyfettin Gürsel

(lire la suite page II)

Les conséquences de la crise économique en Turquie

(Suite de la page 1)

Combien de temps la crise économique va-t-elle encore durer ? Quand pourra-t-on apercevoir enfin le bout du tunnel ?

Deux scénarios se dessinent : selon le scénario optimiste, tellement d'argent a été dilapidé que si les crédits se relancent, leur coût sera faible. Des politiques keynésiennes pourraient réanimer les marchés. Selon cette thèse, la baisse de la croissance se poursuivra en 2009 mais elle sera limitée et une sortie de crise sera possible après la fin de l'année. Il faut toutefois noter que l'on ne retrouvera pas l'abondance d'auparavant ; la croissance sera donc lente, mais équilibrée.

Inversement, le scénario pessimiste prévoit une sortie de crise avec une résolution du déséquilibre macroéconomique. On dit que les Chinois vont augmenter leur demande nationale, que les Américains vont diminuer leur consommation nationale et se diriger vers l'épargne, et c'est ainsi qu'un équilibre pourra être assuré. Mais si les Américains ne consomment pas, la sortie de crise sera retardée. Selon ce scénario, l'économie américaine ne peut espérer qu'une croissance de l'ordre de 1 % en 2010 et l'économie mondiale ne recommencera à croître qu'en 2012.

Quelle est la situation de la Turquie dans cette crise ?

La Turquie a importé cette crise. Alors que les autres crises avaient été produites par nous-mêmes, nous avons eu peu d'effets sur celle-ci. Cependant, la Turquie est entrée, à partir de la deuxième moitié de 2006, dans un régime de croissance rapide et bas. La forte croissance reposant sur la demande nationale a augmenté le déficit des comptes courants et cela ne pouvait continuer ainsi. Elle s'est heurtée à un mur lors du choc des cours en mai 2006. La demande nationale a diminué avec les politiques monétaires de la Banque centrale mais, comme la livre turque a pris de la valeur, le gouvernement n'a pas attaché d'importance aux réformes structurelles pour des raisons également politiques. La crise s'est donc déclenchée. On pensait que la situation allait se poursuivre ainsi, automatiquement, mais il fallait prendre des précautions pour baisser les coûts. Or c'était difficile avant les élections et cela n'a pas été fait non plus après les élections. Les procès d'interdiction du parti au pouvoir et les sujets comme le voile ont fait dépenser trop d'énergie au gouvernement. Nous avons donc été pris au dépourvu par la crise et nous n'avons pas pu faire entièrement ce qu'il fallait. En conséquence, la Turquie est entrée en stagnation à partir d'avril 2007. Alors qu'elle avait un déficit des comptes courants, elle a été rattrapée par la crise au moment d'entrer dans un régime diminué qui ne concurrence pas les marchés. On a d'abord importé la crise par les canaux financiers et, comme il n'y avait pas d'entrées de capitaux, il y a eu des sorties. La livre turque a baissé de 30 % face aux devises étrangères, la production industrielle a diminué et les investissements ont reculé de 10 %.

Même si le gouvernement a prononcé des discours qui prônaient le contraire, les individus ont commencé à ressentir les effets de la crise à travers ces canaux financiers. Le gouvernement n'a reconnu que la Turquie était touchée par la crise qu'à partir de novembre-décembre 2008. Le secteur le plus mal en point est celui de l'automobile et je m'attends à une

diminution de 2 % sur l'année.

Croyant au scénario optimiste, je ne pense pas qu'il y aura de différence pour la Turquie avec ce que je viens d'énoncer au cours du premier semestre 2009. Si un accord avait été trouvé avec le FMI, les pertes auraient été limitées. Et même si la diminution sera faible en 2009, je pense à une sortie de crise en 2010 et il ne devrait pas y avoir de perte de fortune en Turquie, de même qu'il n'y a pas eu de perte dans les banques. Le gouvernement a tellement dessiné un environnement tout rose que les individus, par réflexe psychologique, ont commencé à prendre leurs propres précautions. La situation économique mondiale est importante et les prix de l'énergie et des devises auront aussi leurs effets. Mais il ne faut pas s'attendre à chute de 5 à 6 % comme en 2001.

En revanche, le chômage augmentera parce qu'il n'y aura pas de nouveaux investissements et je m'attends à 3 millions de chômeurs. Du point de vue des conséquences politiques, je dirai qu'en mars 2009, le parti au pouvoir pourra perdre des voix mais, comme

l'opposition n'est pas crédible, il y aura soit une forte abstention, soit un avantage pour les petits partis. Si l'AKP conserve sa popularité électorale, ce sera un grand succès et s'il perd 6 à 7 % de voix, il n'y aura pas d'élections anticipées, mais ce sera un avertissement sérieux. Il est important de savoir comment

l'AKP comprendra cet avertissement. Lance-t-il de nouvelles réformes ? Accélérera-t-il les négociations avec l'UE ? Ou bien, entrera-t-il dans une voie populiste en mettant un coup à l'équilibre ? Nous le verrons bien.

Que pouvez-vous nous dire sur les relations avec l'UE ?

Les négociations ne sont plus raisonnables. Rappelons qu'elles ont pour objectif l'adaptation de la Turquie au système des lois européennes. Or cela a un coût : par exemple pour l'environnement, cela nécessite un investissement de 50 à 60 millions de dollars dans les dix années à venir. La Turquie doit prendre en compte ces coûts, mais elle n'est pas sûre pour autant d'entrer dans l'UE. De plus, l'union douanière commence à se craqueler. La Turquie doit adapter son agriculture à l'Europe, mais sans bénéficier des fonds agricoles. L'UE va établir des accords commerciaux avec les autres, mais pas avec elle. J'aimerais dire qu'un processus de négociations n'est pas logique lorsqu'il n'est pas assorti d'une réelle perspective d'adhésion.

À côté des considérations économiques, il existe des problèmes d'une dimension plus politique : nous nous démocratisons, mais nous devons délaisser Chypre, et l'armée dit qu'une partie de notre pays va se séparer. Nous allons faire toutes ces réformes, mais où sont les garanties ? Il faut une garantie d'adhésion comme il y a eu pour les autres pays. On ne donne pas de garantie à la Turquie à cause de Nicolas Sarkozy et d'Angela Merkel alors qu'il pourrait y avoir l'intégration de nouveaux chapitres. Je défends l'idée selon laquelle rien ne se passera en 2009 mais on pourrait donner une perspective d'adhésion en 2023, assurant lentement une union sur les sujets comme la défense et la politique extérieure, évitant à la Turquie d'être dépitée et de voir les relations aboutir à une crise.

* Propos recueillis par Berk Mansur Delipinar



Seyfettin Gürsel

Inquiétude chinoise et espoir turc sur fond de crise



* Kerem Alkin

Nous observons actuellement beaucoup de licenciements dans les grandes entreprises mondiales. La revue *The Economist* s'est concentrée sur les problèmes vécus par l'économie réelle, notamment en Extrême-Orient, en raison du choc qu'a vécu cette région suite à la baisse de la demande mondiale. Ce choc, vécu notamment par la Chine, est une chance importante pour les PME turques avec la baisse des commandes parce que les entreprises chinoises ne savent pas produire en petite quantité. Les entreprises turques, qui ont réussi à survivre après de nombreuses crises, savent comment répondre à des commandes de faible volume dans cette période où la demande a diminué et c'est pour cette raison que les espoirs ont augmenté, surtout dans le textile et le prêt-à-porter. Les pays qui fournissent de l'énergie et des matières premières à la Chine sont aussi inquiétés par cette crise vécue par la Chine qui exportait pour un montant de 1000 milliards de dollars par an. Si 20 à 25 % des entreprises chinoises faisaient une pause dans leur production, cela toucherait tout l'Extrême-Orient. Les entreprises turques tentent de remédier à la baisse de la demande européenne traditionnelle en exportant vers les pays voisins. Nous avons déjà insisté sur l'exportation vers l'Afrique du Nord, les Balkans, le Caucase et le Proche-Orient dans nos articles précédents. L'économie réelle, tout en continuant à chercher de nouveaux marchés dans les pays de la région, fait savoir ses inquiétudes quant à

la non-ouverture de programmes de soutien par le gouvernement. Plutôt que de considérer les craintes des entreprises comme une inquiétude générale dans le monde du travail, le gouvernement les considère comme des problèmes propres à quelques entreprises. Les organisations non gouvernementales ont renoncé à renouveler leur souhait de voir s'ouvrir des plans de relance de l'économie parce que les problèmes économiques semblent moins importants que les élections locales des deux prochains mois. Alors que le secteur réel attend de nouvelles possibilités d'exportation et des programmes de soutien de la part du gouvernement, les marchés financiers attendent des précisions au sujet du FMI. Deux scénarios apparaissent au sujet du FMI sur les marchés : le premier scénario est qu'un accord a été trouvé avec le FMI et qu'il sera annoncé soit avant les élections, soit juste après. Selon le second scénario, le gouvernement et la direction économique souhaitent un accord avec le FMI, mais les dépenses publiques qu'engendrerait cet accord ne sont pas souhaitées en période électorale, et on attend par conséquent les élections. Personne ne croit qu'il ne puisse pas y avoir d'accord, car cela ferait monter le cours du dollar à 1,99 TL. La Banque centrale de Turquie doit être prudente avec la baisse des taux d'intérêt jusqu'à ce qu'un accord se précise avec le FMI, tandis que la Banque centrale européenne semble prendre une décision historique, tout comme la Banque centrale d'Angleterre. C'est pour cette raison que tous espèrent qu'il n'y ait pas de second épisode de crise internationale jusqu'aux élections locales.

* Kerem Alkin

Trois lumières au bout du tunnel

Le Dr Murat Yalçıntaş, président du Conseil d'administration de l'ITO, a déclaré que la Turquie possédait trois avantages importants obtenus grâce à la crise. Le premier avantage est de s'être libérée du cercle vicieux intérêts forts et faibles cours. « Les conditions économiques nous obligent à être dépendants du financement extérieur et nous subissons donc un taux d'intérêt fort et un cours faible. Un taux d'intérêt élevé nuit aux commerçants et aux industriels. Aujourd'hui, tous les taux d'intérêt baissent dans le monde et la Banque centrale turque a également baissé le sien. Les circonstances sont donc favorables pour la Turquie, si elle lance des programmes pour ranimer l'économie », a-t-il fait en-

tendre. Le Dr Yalçıntaş a aussi rappelé que l'UE était en train de revoir ses relations avec la Chine et l'Extrême-Orient, ce qui « présente un second avantage pour la Turquie : l'UE ne veut plus travailler avec d'énormes stocks et elle préférera des pays voisins qui peuvent répondre rapidement à la demande, le pays le plus concurrentiel étant la Turquie ». Selon le Dr Yalçıntaş, le troisième avantage commencera à la fin de la crise, avec une réanimation des marchés au second semestre 2009 et une forte demande début 2010. « Parce qu'Istanbul sera la capitale culturelle de l'Europe en 2010, la Turquie sera d'actualité. Les entreprises prêtes pourront ainsi profiter de la demande en croissance. »

Exposition de travaux manuels de femmes au foyer

Les femmes au foyer d'Istanbul vont avoir l'occasion de présenter leurs travaux manuels dans une foire-exposition. Tous types de réalisations pourront être exposés : des gâteaux aux colliers, en passant par les écharpes brodées ou peintes à la main et les produits en laine ou en bois. Le nombre de femmes qui créent leur propre travail augmente continuellement. La Commission d'Istanbul des entrepreneuses de l'Union des chambres et

bourses de Turquie met en œuvre le projet de faire des femmes au foyer, de véritables femmes d'affaires. Cette exposition a pour but de donner une chance à celles qui ont des idées mais qui n'ont pas de moyens financiers suffisants pour monter une affaire. Afin de donner un rôle plus actif aux femmes, les réunions de la Commission auront lieu le dernier mercredi de chaque mois à la Chambre de commerce d'Istanbul.

Après la crise, retour à une économie keynésienne mondialisée ?

(Suite de la page 1)

Dénonçant l'excès de spéculation financière et avec le retour aux « fondamentaux » d'une économie assainie, nous ne sommes pas loin, dans les divers plans que l'on nous propose depuis fin 2008, de nous demander si, finalement, dans le grand débat entre économistes, les idées de Keynes n'ont pas fini par triompher.

Jeune expert au sein de la conférence de la paix de 1919-1920, Keynes déjà avait montré une nette clairvoyance en comprenant que l'on ne devait en aucun cas accabler l'Allemagne de dettes de guerre trop écrasantes au risque de la déstabiliser et tout simplement de rendre totalement impossible la reconstruction d'une Europe ruinée par la guerre de 1914-1918.

Démissionnant avec fracas de la conférence, il devait clairement expliquer ses idées dans son célèbre pamphlet « Les Conséquences économiques de la paix ».

Partisan d'un capitalisme « raisonnable », c'est-à-dire basé davantage sur l'économie réelle que sur la spéculation financière en Bourse, nous sommes en effet assez proche d'un retour aux idées de Keynes dans les mesures prises pour tenter d'enrayer la crise financière : intervention de l'État dans le capital des entreprises, moralisation de la vie économique, assainissement de la masse monétaire etc. Et sans doute demain des politiques de grands travaux qui pourraient être couplées avec de vastes plans de relance.

En effet, le temps d'un capitalisme sans contrôle semble révolu et, plus encore, l'une des premières conséquences de cette crise semble être la nécessité d'une coopération mondiale des États afin de régler les problèmes.

Après la globalisation, sorte d'état de fait, de constatation, que tout ce qui se passe sur Terre est désormais mondialisé – via notamment Internet – n'arriverions-nous pas après la prise de conscience par les hommes d'une notion d'appartenance planétaire, aux nécessités cette fois inéluctables d'une gouvernance mondiale ?

Déjà souhaitée, car considérée comme indispensable pour régler les problèmes climatiques, elle semble l'être aussi pour réguler les marchés financiers.

En cela, les théories économiques de Keynes sur une économie bien régulée et surtout moralisée semblent reprendre force et vigueur. Examinons en effet de plus près à la lumière de notre début de XXI^e siècle bien sombre, les grands traits des théories keynésiennes. Celles-ci consistent principalement dans des tentatives de contenir les marchés tout en prônant une intervention du gouvernement et de la loi dans l'économie, le gouvernement devant fournir un ensemble d'incitations au marché à travers des politiques économiques budgétaires et monétaires afin d'arriver aux meilleures des conditions possibles pour une relance.

Les réactions diverses à la crise, du Plan Paulson de Bush en octobre 2008 aux plans

européens de relance en passant par le plan chinois de quelque 621 milliards de dollars proposé début novembre, sans oublier les plans de relance européens, les conséquences sont avant tout mondiales, et les réactions cette fois-ci, sans doute en comparaison avec 1929, tendent de plus en plus à une coordination globale pour endiguer la crise financière d'une part et tenter de remettre l'économie en marche d'autre part.

Quand Nicolas Sarkozy parle de moralisation de la vie économique, de nouvelles règles, il entre dans une logique keynésienne. Les mois qui suivent diront en effet si l'ensemble des plans de relance nous font entrer dans une logique inspirée par le célèbre économiste britannique. On a dès le début annoncé que cette crise était équivalente à la grande dépression de 1929, voire plus grave. Il ne faut pas oublier que les politiques économiques qui suivirent furent de type keynésien ou proches des théories de Keynes. Ce qui différencie sans doute des années 30, c'est qu'une sorte de prise de conscience globale des problèmes économiques est née fin 2008. Bien souvent, les graves épreuves qu'affronte l'humanité lui permettent d'avancer, l'histoire humaine regorge d'exemples comme ceux-là.

Est-ce qu'après la globalisation des dangers du terrorisme (attentats du 11 septembre 2001), la globalisation des problèmes liés au réchauffement climatique (Conférence de

Kyoto en 1997) nous allons à présent avoir la globalisation des problèmes économiques et des grandes crises ? C'est bien possible, en effet, car on assiste, dans ce XXI^e siècle qui ne fait que débiter, à la naissance d'une forme de gestion planétaire des problèmes. De là à se risquer à penser que la crise financière et les politiques d'endiguement de celle-ci pourraient être un accélérateur de ce processus, il n'y a pas loin.

C'est toutefois l'année 2009 qui sera décisive, et présentera alors un défi pour l'humanité : saura-t-elle affronter globalement les conséquences en coordonnant les contre-mesures qui auront été élaborées fin 2008, ou bien retombera-t-elle dans les conséquences sans doute les plus terribles de ce genre de chaos après la misère et le chômage, à savoir la montée des tensions internationales et peut-être la guerre ?

N'oublions pas en effet que la déstabilisation économique de l'Europe après 1929 fut une des conséquences majeures de l'arrivée au pouvoir de Mussolini et d'Hitler. L'histoire ne se répète pas dit-on, certes, mais les processus eux, oui, et ils gardent toujours la même dangerosité. Gageons alors que cette globalisation de la gestion des crises de l'humanité nous conduira vers des temps plus cléments, notre monde en a cruellement besoin alors que nous achevons la première décennie du XXI^e siècle.

* Dr. Olivier Buirette, Historien

Le Proche-Orient s'appauvrit

(Suite de la page 1)

En raison du chaos qui persiste depuis les deux dernières décennies, le prix de la crise locale est surtout payé par les peuples de la région. Les curieux peuvent se rendre sur le site www.strategicforesight.com pour connaître en détail les résultats de la recherche. J'aimerais seulement partager ici, quelques chiffres frappants. La recherche porte sur le coût du différend entre Israël et ses voisins arabes, sur la guerre en Irak, les tensions entre l'Iran et Israël, les activités d'Al Qaïda au Proche-Orient et sur les désaccords entre le Hamas et le Fatah en Palestine. Le Proche-Orient détient deux tiers des réserves pétrolières du monde. L'intérêt porté par les États occidentaux sur ces réserves pétrolières et les différentes politiques en direction de cette région depuis de longues années, sont responsables en grande partie des malaises vécus par les pays de la région. Une autre raison de ces troubles est l'incapacité à former une intégration active pour utiliser ces grandes réserves entre les pays de la région. Le Proche-Orient a une population jeune, sans emploi, sans éducation, en colère, sans espoir, insatisfaite et qui s'appauvrit de plus en plus. Selon l'étude, le coût des combats qui ont eu lieu dans la région ces vingt dernières années

est estimé à 12 000 milliards de dollars. Les combats et guerres intervenus après l'échec de la paix à la conférence de Madrid en 1991 ont été la cause de la perte de 2 % du PIB des pays de la région. Si la paix avait été instaurée, assortie de politiques économiques justes, alors la croissance des pays aurait pu atteindre 8 %. En plus des coûts généraux, les pertes au niveau des revenus par habitant ne sont pas à sous-estimer. Par exemple : alors que le revenu par habitant de la Bande de Gaza pouvait être de 2427 dollars, il est de 1220 dollars. En Irak, le revenu national par habitant sera de 2375 dollars l'année prochaine, alors qu'il aurait pu être de 9681 dollars s'il n'y avait pas le coût des événements dans le pays. Selon l'étude qui comprend l'Égypte, l'Iran, l'Irak, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, le Qatar, l'Arabie saoudite, la Syrie et les Émirats arabes unis, l'appauvrissement de l'environnement est une autre conséquence des guerres et des conflits. Les effets négatifs sur les ressources en eau, la déforestation et les rejets chimiques des armes utilisées sont des conséquences secondaires très importantes qui ne sont peut-être pas calculées dans les coûts.

* Dr. Selda Atik, chercheur à l'Université de Başkent

La presqu'île historique pourrait devenir un centre de congrès et d'expositions

(Suite de la page 1)

Les revenus totaux du tourisme mondial étant de 850 milliards de dollars, le tourisme d'affaires représente donc le quart de ces revenus. Keçeli a rappelé que les revenus du tourisme en Turquie étaient de 18,5 milliards de dollars en 2007, mais que le tourisme d'affaires n'en représentait que 2 %, c'est-à-dire 400 millions de dollars. Selon Keçeli, seul 10 % du potentiel du tourisme d'affaires en Turquie est utilisé, et si la Turquie était entrée dans les 10 plus grands pays touristiques du monde en termes de nombres de touristes et de revenus, elle n'aurait réussi à figurer que parmi les 30 premiers pays du tourisme d'affaires. Afin d'améliorer la situation, la Chambre de commerce d'Istanbul (ITO) propose que la presqu'île historique devienne un centre de congrès disposant de 50 000 hébergements. Aussi, l'ITO a fait savoir l'importance de développer les petits hôtels de bonne qualité et de réunir les activités de marketing sous un même toit en disposant d'un budget plus élevé. Istanbul occupe la douzième place pour le tourisme d'affaires et de nouveaux centres de congrès ainsi que des hôtels sont nécessaires pour améliorer ce classement. Le directeur général de la promotion au ministère de la Culture et du Tourisme, Cumhuriyet Taşbaşı, a déclaré qu'il fallait avant tout améliorer le service des transports, indispensable pour atteindre les objectifs, même si l'on créait de nouveaux centres de congrès. « Le tourisme d'affaires n'est pas concerné par les saisons, les congrès étant définis très à l'avance. Il

est, de plus, très difficile de régler des dates au centre de congrès. C'est pourquoi il est presque impossible d'annuler des congrès », a-t-il prononcé pour montrer que ce type de tourisme ne peut pas être touché par la crise. 57 % du tourisme d'affaires est réalisé en Europe. Le problème de la Turquie est celui de son image selon Taşbaşı : « Il faut que la Turquie soit mieux présentée. Il n'est pas possible de dépasser cette situation avec un délai et un budget limités. La Turquie est toujours en 244^e position en termes de sécurité et il n'est pas possible de développer le tourisme d'affaires sans améliorer l'image de notre sécurité » a-t-il commenté. Selon le directeur de la Culture

Les revenus du tourisme en 2008 ont été de 20,5 milliards de dollars en Turquie et on prévoit 22 milliards en 2009.

et du Tourisme de la Province d'Istanbul, le Dr Ahmet Emre Bilgili, « il faut une organisation pour atteindre ces objectifs. Nous ne pouvons pas dire que nous avons réussi avec succès à protéger notre héritage historique et, en réalisant mieux les choses, nous pourrions faire rester plus longtemps ceux qui viennent ici dans le cadre de leurs affaires. » 26 millions de touristes ont visité la Turquie en 2008 ; 9 millions se sont rendus à Antalya, 7 millions à Istanbul et 27,5 millions de touristes sont prévus pour 2009. Selon l'Organisation mondiale du tourisme, la Turquie fait partie des neuf pays dont le tourisme se développe le plus. Les revenus du tourisme en 2008 ont été de 20,5 milliards de dollars en Turquie et l'on prévoit d'ores et déjà 22 milliards en 2009.

* Photos : Thérèse et Gérard Valck

Privatisation de trois géants

Le président de l'Administration des privatisations, Metin Kilci, a fait connaître les structures publiques qui pourraient être privatisées : Botaş, MKEK (Institut industriel des machines et de la chimie) et TKI (Exploitation du charbon de Turquie) sont concernés. Selon lui,

les privatisations seront de retour dans l'actualité lorsque les effets de la crise ne se feront plus sentir. En ce qui concerne la privatisation des centrales électriques, les choses sont encore en discussion et de nouveaux appels d'offres seront lancés prochainement.

Le lakerda, mezza au thon d'Istanbul

Le marché aux poissons de Beyoğlu est bien connu, en raison de sa très grande proximité avec l'avenue Istiklal qui traverse le quartier de Taksim. Ce qui nous a poussé à nous aventurer dans cette rue mouvementée aux odeurs marines, après avoir dépassé le magnifique et réputé passage aux fleurs, c'est une spécialité de mezza qui se déguste avec grand plaisir, surtout en hiver. Ce mezza, nommé lakerda, est constitué de bonite en saumure. Parmi les rares vendeurs de Lakerda à Istanbul, Tuncer Murat Ergunsü est l'un des plus réputés.

M. Ergunsü, originaire de Moda, a suivi sa scolarité dans la prestigieuse école française Saint-Joseph d'Istanbul, située à Kadıköy. Toutefois, il ne suivit pas la voie de ses camarades de classe et décida de rejoindre son beau-père dans sa boutique de poissons au marché de Kadıköy. Riche de connaissances générales, M. Ergunsü était étranger



au monde de la mer et surtout au commerce de ses produits si variés. Nous connaissons aussi les apports immenses des Arméniens, des Grecs et des juifs dans le commerce et la gastronomie et, à l'époque des débuts professionnels de M. Ergunsü – c'est-à-dire au commencement des années 1960. Ce dernier a bénéficié du précieux savoir-faire d'un maître d'origine arménienne dans la préparation des produits de la mer, ce qui n'était malheureusement pas un point fort de la gastronomie turque traditionnelle.

Le lakerda est donc un mezza, parmi l'assortiment de mets que l'on propose lors de repas copieux, et il peut être préparé avec plusieurs poissons, comme la bonite, le muge, le thon. Tout comme on ne peut pas préparer un bon lakerda avec n'importe quel poisson, on ne peut non plus le faire à n'importe quel moment. À titre d'exemple, le muge doit être sans graisse, ce qui est possible surtout au

mois de novembre. Aussi, M. Ergunsü choisit des poissons qui ne proviennent que de la mer Noire ou de la mer de Marmara, l'eau ne devant pas être trop salée. Par ailleurs, les poissons qui se nourrissent d'anchois, comme ceux de la mer Noire, ont le privilège d'être de meilleurs prétendants pour être présentés en mezza.

M. Ergunsü se souvient des vendeurs de lakerda de son enfance, qui vendaient leur produit à l'intérieur de feuilles de chou. Il nous a livré sa manière de préparer le lakerda : le thon est saigné, nettoyé, puis immergé dans de l'eau froide pendant une journée, afin d'enlever le sang. Ensuite, le thon est séché à l'aide de linges, puis trempé dans du sel. Après cela, il est mariné pendant une semaine, puis mis en vente. L'oignon rouge est ce qui se marie le mieux avec le lakerda, ce dernier devant être accompagné obligatoirement de raki.

Selon M. Ergunsü, ce sont essentiellement les Grecs et les Turcs qui préparent ce mets, très peu connu dans le monde. D'après ses constatations, le bouche à oreille mais surtout la tradition familiale encouragent la dégustation du lakerda. « Les personnes qui ont mangé en famille du poisson, qui se sont habituées à ses parfums et qui connaissent surtout les bienfaits des produits de la mer consomment du lakerda, mais aussi les autres spécialités que l'on propose, comme le saumon fumé, toujours frais ». Il assure que le phosphore et l'oméga 3 des poissons sont importants pour la santé des consommateurs. Parce que sa boutique est située idéalement dans le centre d'Istanbul, quartier qui est aussi le centre de la diplomatie, il reçoit régulièrement la visite des notables des consulats de Grande-Bretagne, d'Italie et de France.

* Iker Birkan, d'après les propos recueillis par Hasan Latif
* Tunç Balıkcılık
Tel. 0.212.249 35 20

L'hôtel Mövenpick... (Suite de la page 1)

Frank Reichenbach, ancien directeur d'hôtels de renom, est actuellement le directeur général de l'hôtel Mövenpick à Istanbul et le directeur régional de la chaîne en Turquie. Mövenpick offre à ses clients des services variés selon les saisons. Récemment, il avait réussi à émerveiller tout le monde lors des « nuits des fondus ». C'est de M. Reichenbach lui-même que nous en apprenons un peu plus sur l'hôtel situé dans le quartier de 4. Levent.

Il en est le directeur depuis trois ans, après avoir travaillé pendant vingt ans en Asie. Avant de s'installer en Turquie, M. Reichenbach avait déjà visité le pays, une première fois à Antalya, puis à Istanbul lors d'une réunion internationale du groupe suisse.

L'hôtel Mövenpick d'Istanbul a été créé en 2003 et il fait partie du top 5 du groupe, aux côtés de ceux d'Hambourg, de Stuttgart, d'Amsterdam et de Dubaï. Selon son directeur, il ferait même partie du podium pour son design. L'hôtel est avant tout un établissement qui accueille des hommes et des femmes d'affaires. Mais ses avantages sont multiples, à commencer par sa localisation. L'hôtel Mövenpick se situe près du métro qui mène à l'aéroport, non loin de grands centres commerciaux comme Istinye Park et Kanyon, le centre d'affaires d'Istanbul. Taksim se situe à dix minutes de l'hôtel et la plus grande tour de Turquie se trouve également à proximité de l'établissement hôtelier. Le service de l'hôtel permet un enregistrement et une mise à disposition rapide de la chambre et la res-

tauration y est très raffinée. Aux côtés de la cuisine méditerranéenne, on trouve également les spécialités suisses. Le petit déjeuner est également très copieux, l'hôtel s'appliquant à proposer la meilleure cuisine à sa clientèle.

Selon les saisons, l'hôtel propose des services de qualité rares à Istanbul : il fera appel aux services, par exemple, d'un chef cuisinier du Périgord dont la spécialité est la cuisine du terroir (foie gras, etc.). Au vingtième étage de l'établissement se trouve l'executive club lounge, très apprécié pour la vue qu'il propose. Les hommes et femmes d'affaires peuvent aussi se relaxer, s'ils en ont le temps, grâce au

service de massage, au sauna et à la piscine à l'intérieur du bâtiment.

L'hôtel Mövenpick d'Istanbul dispose de 249 chambres, toutes pourvues du Wi-Fi. La connexion est accessible dans tout l'établissement et, avec l'installation de la fibre optique, elle dépasse aisément les 20 megabytes. 12 salles de réunion, équipées des dernières technologies nécessaires à l'organisation de conférences et de réunions, sont à la disposition des groupes professionnels pour leurs différentes activités. La fréquentation de l'hôtel ne varie pas selon les saisons : le taux de remplissage se situe entre 75 et 78 % tout au long de l'année. La chaîne Mövenpick possède aussi deux autres hôtels en Turquie, l'un à Bodrum depuis un an, et l'autre à Izmir. Elle prévoit d'ailleurs l'ouverture d'un quatrième établissement à Ankara, début 2010.

* Propos recueillis par Inci Kara, journaliste



Istanbul : le paradis du shopping pour les touristes (Suite de la page 1)

Cet événement sera par la suite renouvelé et diffusé dans toute la Turquie. L'ITO, qui a gagné de l'expérience en organisant depuis trois ans « Shopping Fest », soutient ce projet.

Il sera organisé, entre autres, par le ministère de la Culture et du Tourisme, la Grande Municipalité d'Istanbul, la Chambre de commerce d'Istanbul, Tursab et Turkish Airlines. La présentation de « Shopping Paradise » se fera au public à travers les médias et la mise en place de panneaux publicitaires dans la ville, dans les transports en commun et les aé-

ports, ainsi que dans les gares ferroviaires et maritimes. Elle bénéficiera de l'aide des agences de tourisme et des tour-opérateurs, des foires internationales qui auront lieu en Turquie et à l'étranger, des consulats turcs, des hôtels et des organisations non gouvernementales. Les tour-opérateurs, les journalistes et les personnes responsables des secteurs de la mode dans les pays visés seront invités à « Shopping Paradise ». Les entreprises de transports internationaux contribueront à la

promotion de l'événement grâce aux étiquettes et brochures qu'elles placeront sur les colis partant de Turquie. Les centres commerciaux, hôtels et restaurants qui porteront l'emblème du festival offriront des tarifs préférentiels. Les objectifs de « Shopping Paradise », qui prévoient de faire d'Istanbul un centre d'achats durant toute l'année, sont les suivants : créer un dynamisme permanent dans le secteur du tourisme et de la vente au détail ; animer Istanbul pendant chaque saison ; redonner de la vivacité à l'économie d'Istanbul et de la Turquie pendant la crise économique qui s'étend au monde entier ; renforcer la position de ville de marque, que représente Istanbul, dans le monde.



As Matbaacılık
Reklam Ambalaj San. ve Dış Tic. Ltd. Şti.

Renklerle Buluşma Noktanız...

AS MATBAACILIK

Adres: Yüzyıl Matbaacılar Sitesi 4. Cadde No: 92 Bağcılar / İST.
Tel: (0212) 429 49 49 - 430 51 52 Fax: (0212) 429 49 29
Web: www.asmatbaacilik.com.tr
e-mail: asmatbaacilik@gmail.com - info@asmatbaacilik.com.tr